

AMC Ernst & Young
Boulevard de la terre
Centre Urbain Nord, 1003 Tunis, Tunisie
Tel: 216 70 749111 Fax: 216 70 749 045
tunisoffice@tn.ey.com

Financial Auditing & Consulting

Société inscrite au tableau de l'OECT
22 bis Avenue Mongi Slim El Menzah 5
1004 Tunis
Tél : 71 230 666 Fax : 71 234 215

**SOCIETE TUNISIENNE DES
INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES
STIP S.A.**

**Rapport d'examen limité des
commissaires aux comptes sur les états
financiers intermédiaires arrêtés au 30
juin 2013**

CONTENU

	<u>Page</u>
I. Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires	03
II. Etats financiers arrêtés au 30 juin 2013	07
• Bilan	08
• Etat de résultat	10
• Etat des flux de trésorerie	11
• Notes aux états financiers	12

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES S.A.

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2013

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA,

Introduction

En exécution de la mission de co-commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, nous avons procédé à un examen limité des états financiers intermédiaires de la « Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques S.A » pour la période allant du premier janvier au 30 juin 2013, comprenant le bilan, l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie et les notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et des autres notes explicatives. Ces états financiers intermédiaires font apparaître au 30 juin 2013 des capitaux propres négatifs de **(134 719 972) DT** y compris un résultat net déficitaire de **(8 186 774) DT**.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers intermédiaires conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces états financiers intermédiaires sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et relatives aux missions d'examen limité. Un examen limité d'états financiers intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et en la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est substantiellement inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes ISA et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires de la « Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques S.A » arrêtés au 30 juin 2013 ne présentent pas sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société, le résultat de ses opérations ainsi que ses mouvements de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Paragraphes d'observations

Nous attirons votre attention sur les notes suivantes aux états financiers intermédiaires qui décrivent certaines situations. Notre rapport ne comporte pas de réserves concernant ces questions :

1- La note II.2 aux états financiers intermédiaires qui souligne qu'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité existe toujours. Cette note indique que la société a accusé une perte nette de 8.186.774 DT pour la période de 6 mois close au 30 juin 2013, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 134.719.972 DT, soit 141.031.708 DT en deçà de la moitié du capital social. Le passif exigible était, au 30 juin 2013, supérieur de 122.419.437 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 134.719.972 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un assainissement.

Suite à la révolution, la Direction Générale de la société a entamé l'examen avec les banques concernées d'une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays après la révolution et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence.

La société s'est officiellement arrangée avec cinq banques privées et continue à négocier avec les autres banques, notamment publiques, concernées pour le traitement de ses engagements.

Un conseil interministériel s'est tenu le 8 octobre 2012 pour étudier la situation de la STIP et a recommandé certaines actions visant le financement des achats de matières premières à temps et

l'établissement d'un business plan qui adopte le principe de l'augmentation du capital par un investisseur stratégique qui garantit la continuité de l'activité.

Deux réunions ont été également tenues, le 7 janvier 2013 et le 13 février 2013, au siège de la Direction Générale de la Privatisation, en présence de représentants des deux banques publiques concernées par l'opération d'assainissement financier proposée par la STIP.

Les graves problèmes menaçant la survie de la société ont été, par ailleurs, au centre d'une visite effectuée par le ministre de l'Industrie, en juillet 2013, à l'usine de M'saken, au cours de la quelle le ministre a affirmé la nécessité, pour la société, d'élaborer un plan de redressement sincère intégrant à la fois son développement industriel et sa restructuration financière tout en exprimant, en contrepartie, l'engagement de son département à la soutenir.

Faute de concrétisation de la restructuration financière de la société, des doutes importants continuent à peser sur la capacité de la société à poursuivre son activité. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

2- La note IV.1 aux états financiers qui indique que l'administration des douanes réclame à la STIP, au titre de la régularisation des importations réalisées sous le régime de l'entrepôt industriel par le dépôt des déclarations relatives à l'exportation ou à la mise à la consommation, le paiement de la somme, hors abattements ou exonérations et hors pénalités, de 7.593.250 DT correspondant à des droits de douane, à une TVA due à l'importation (récupérable) et à d'autres impôts et taxes pour respectivement 2.695.200 DT, 4.505.435 DT et 392.615 DT. La STIP a officiellement demandé, en date du 26 mars 2013, de conclure un arrangement transactionnel avec l'administration des douanes conformément aux dispositions de l'article 220 du code des douanes. Elle a également obtenu, en date du 19 février 2013, un accord formel de l'administration des douanes pour bénéficier des abattements ou exonérations douanières accordés en application des conventions de libre échange conclues entre la Tunisie et certains de ses partenaires commerciaux et ce dans le cadre de la transaction envisagée. Il est actuellement impossible d'anticiper l'issue définitive de ce dossier et de ce fait la provision pour risque constituée à cet effet, au 31 décembre 2012 et maintenue au 30 juin 2013, a été limitée à la somme de 882.420 DT calculée compte non tenu des droits de douane ci-dessus visés et par référence à un taux transactionnel de pénalités de 10%. Cette provision peut s'avérer insuffisante notamment en cas de non concrétisation effective de la transaction envisagée avec l'administration des douanes.

3- La note IV.2 aux états financiers intermédiaires dont le contenu indique que la société encourt un passif au titre des indemnités de départ à la retraite stipulées au profit du personnel en vertu des dispositions de l'article 57 de la convention d'établissement de la STIP. Ce passif, n'a pas pu être, toutefois, fiablement mesuré puisque tributaire de l'estimation de plusieurs paramètres

aléatoires (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation,...) et justifiait, conséquemment, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

4. La note IV.3 aux états financiers intermédiaires qui indique que la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 juin 2010 et ceux arrêtés, à la même date, par certaines banques ayant confirmé les dits engagements dans le cadre de la privatisation qui était envisagée par ouverture du capital à des investisseurs stratégiques a permis de relever des écarts entre ceux pris en compte en comptabilité et ceux inscrits sur les livres de ces banques au titre des intérêts et des engagements par signature pour respectivement 219 000 DT et -1.326 000 DT. Ces écarts, qui peuvent avoir un impact sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2013, n'ont pu être actualisés en l'absence de confirmations plus récentes des engagements de la STIP envers certaines banques.

Fait à Tunis, le 26 septembre 2013

Les commissaires aux comptes

**AMC Ernst & Young
Mohamed CHERIF**

**Financial Auditing & Consulting
Mohamed Neji HERGLI**

**Etats financiers arrêtés au 30
juin 2013**

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Actifs	Notes	Solde au 30 Juin		Solde au 31 décembre
		2013	2012	2012
Actifs non courants				
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles		8 416 047	8 401 791	8 413 106
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(8 011 773)	(7 459 971)	(7 740 372)
	III.1.	404 274	941 820	672 734
Immobilisations corporelles		174 881 586	174 146 114	174 594 785
- Amortissements des immobilisations corporelles		(155 490 936)	(147 814 059)	(151 768 409)
	III.1.	19 390 650	26 332 054	22 826 375
Immobilisations financières		10 672 588	10 735 660	10 695 450
- Provisions sur immobilisations financières		(5 012 669)	(5 871 328)	(5 012 669)
	III.2.	5 659 919	4 864 332	5 682 781
Total des actifs immobilisés		25 454 842	32 138 207	29 181 891
Total des actifs non courants		25 454 842	32 138 207	29 181 891
Actifs courants				
Stocks		28 867 196	46 013 997	30 790 882
- Provisions pour dépréciation des stocks		(833 991)	(938 931)	(1 065 341)
	III.3.	28 033 206	45 075 066	29 725 541
Clients et comptes rattachés		34 584 180	36 109 168	23 540 004
- Provisions pour dépréciation des comptes clients		(18 287 345)	(15 446 208)	(15 498 870)
	III.4.	16 296 835	20 662 960	8 041 133
Autres actifs courants	III.5.	12 939 492	11 217 643	10 885 572
- Provisions pour dépréciation des autres actifs courants		(1 172 120)	(870 773)	(1 041 154)
		11 767 372	10 346 870	9 844 419
Placements et autres actifs financiers	III.6.	3 363 809	3 218 378	3 363 809
Liquidités et équivalents de liquidités	III.7.	10 419 570	4 558 485	15 948 724
Total des actifs courants		69 880 791	83 861 760	66 923 627
Total des actifs		95 335 633	115 999 967	96 105 517

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Capitaux propres et passifs	Notes	Solde au 30 Juin		Solde au 31 décembre
		2013	2012	2012
Capitaux propres				
Capital social		12 623 472	12 623 472	12 623 472
Réserves légales		2 419 912	2 419 912	2 419 912
Réserves spéciales		2 603 050	2 603 050	2 603 050
Actions propres		(325 774)	(325 774)	(325 774)
Autres capitaux propres		7 766 671	7 758 433	7 775 052
Résultats reportés		(151 620 530)	(132 308 979)	(132 308 979)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		(126 533 198)	(107 229 885)	(107 213 266)
Résultat de l'exercice		(8 186 774)	(10 622 719)	(19 311 551)
Total des capitaux propres	III.8.	(134 719 972)	(117 852 604)	(126 524 817)
Passifs				
Passifs non courants				
Emprunts et dettes assimilées	III.9.	35 775 211	34 898 448	38 828 760
Autres passifs non courants	III.10.	847 339	844 649	971 313
Provisions pour risques et charges	III.11.	1 132 827	319 353	1 065 765
Autres dettes non courantes		-	-	-
Total des passifs non courants		37 755 377	36 062 451	40 865 838
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés	III.12.	7 499 901	15 038 159	8 373 396
Autres passifs courants	III.13.	34 596 270	24 755 434	33 726 913
Concours bancaires et autres passifs financiers	III.14.	150 204 057	157 996 527	139 664 187
Total des passifs courants		192 300 228	197 790 120	181 764 497
Total des passifs		230 055 605	233 852 571	222 630 334
Total des capitaux propres et des passifs		95 335 633	115 999 967	96 105 517

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

Etat de résultat

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	Période de 6 mois close le		Période de 12
		30/06/2013	30/06/2012	mois close le
				31/12/2012
Produits d'exploitation				
Revenus	III.15.	47 629 669	46 399 579	98 538 402
Autres produits d'exploitation	III.16.	137 378	125 115	254 034
Total des produits d'exploitation		47 767 047	46 524 694	98 792 436
Charges d'exploitation				
Variation des stocks de produits finis et des encours		(199 165)	244 180	6 586 669
Achats de marchandises consommés		-	-	-
Achats d'approvisionnements consommés	III.17.	30 823 721	33 992 227	66 350 843
Charges de personnel	III.18.	11 517 393	10 385 949	21 924 915
Dotations aux amortissements et aux provisions	III.19.	4 887 061	3 968 493	8 292 177
Autres charges d'exploitation	III.20.	1 922 978	1 827 298	3 777 948
Total des charges d'exploitation		48 951 987	50 418 147	106 932 553
Résultat d'exploitation		(1 184 940)	(3 893 453)	(8 140 116)
Charges financières nettes	III.21.	7 118 209	6 685 460	11 779 635
Produits des placements		-	-	333 492
Autres gains ordinaires	III.22.	149 091	2 351	375 398
Autres pertes ordinaires	III.23.	-	18 551	26 988
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(8 154 058)	(10 595 113)	(19 237 849)
Impôt sur les bénéfices		32 716	27 606	73 702
Résultat des activités ordinaires après impôt		(8 186 774)	(10 622 719)	(19 311 551)
Eléments extraordinaires		-	-	-
Résultat net de l'exercice		(8 186 774)	(10 622 719)	(19 311 551)
Résultat net de la période		(8 186 774)	(10 622 719)	(19 311 551)
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-	-
Résultat de l'exercice après modification comptable		(8 186 774)	(10 622 719)	(19 311 551)

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA (STIP)

Etat des flux de trésorerie

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	Période de 6 mois close le	Période de 12 mois close le
		30/06/2013	30/06/2012 31/12/2012
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		(8 186 774)	(10 622 719)
Ajustements pour:			(19 311 551)
- Amortissements et provisions		7 074 152	3 968 493
- Variations des :			
Stocks		1 923 686	(2 625 960)
Créances		(11 044 176)	(7 904 213)
Autres actifs courants		(2 053 919)	(1 855 946)
Placements et autres actifs financiers		-	235 285
Fournisseurs et autres dettes		4 636 333	6 193 518
- Transfert de charges		(73 628)	198 444
- Plus ou moins value de cession des immobilisations		(131 194)	-
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(7 855 520)	(12 413 099)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décassement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(614 813)	(801 450)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		131 194	-
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations financières		24 959	-
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		(2 097)	(74 282)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(460 757)	(875 732)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes et autres distributions		-	(42 770)
Encaissements provenant des emprunts		32 478 060	44 210 591
Encaissements provenant des subventions		-	25 000
Décassement pour remboursement des emprunts		(34 162 394)	(30 749 348)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement		(1 684 334)	13 418 474
Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités		21 092	17 292
Variation de trésorerie		(9 979 520)	146 935
Trésorerie au début de l'exercice		(25 812 746)	(38 963 116)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	III.24.	(35 792 266)	(38 816 182)
		(25 812 746)	(25 812 746)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

I. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La STIP est une société anonyme, créée le 21 juillet 1980. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté au 31 décembre 2003 à 42 078 240 DT.

A la date du 30 Juin 2008, le capital social a été réduit pour un montant de 29 454 768 DT rapportant ainsi la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT. Par la même Assemblée Générale Extraordinaire, une augmentation du capital non suivie d'effet pour le montant de 42 078 240 DT (émission de 14 026 080 nouvelles actions) a été prononcée.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoient comme objet principal la fabrication et la commercialisation des pneumatiques et de tous autres articles en caoutchouc manufacturé.

Suite à son acquisition de la société "SONAP", la "STIP" est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente (OPV). Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social.

II. REFERENTIEL COMPTABLE

II.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers intermédiaires ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions du Système Comptable des Entreprises.

Les règles, méthodes et principes adoptés pour l'enregistrement des opérations courant ou à la fin de la période ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

II.2. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

La STIP a accusé une perte nette de 8.186.774 DT pour la période de 6 mois close au 30 juin 2013, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 134.719.972 DT, soit 141.031.708 DT en deçà de la moitié du capital social. Le passif exigible était, au 30 juin 2013, supérieur de 122.419.437 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 134.719.972 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, et en dehors des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2008 prévoyant simultanément une réduction du capital motivée par des pertes de 29.454.768 DT par la réduction de la valeur nominale de l'action de 10 DT à 3 DT et une augmentation du capital en numéraire, non suivie d'effets, de 42.078.240 DT par émission de nouvelles actions de 3 DT chacune, la situation financière de la société n'a pas encore fait l'objet d'un assainissement.

Suite à la révolution, la Direction Générale de la société a entamé l'examen avec les banques concernées d'une nouvelle démarche permettant d'adapter l'approche de restructuration de la société à la situation actuelle du pays après la révolution et favorisant l'avancement dans le sens de l'amélioration des performances de la STIP et ce, dans l'attente de la solution finale dont la composante essentielle est une augmentation substantielle du capital à réaliser par des actionnaires de référence.

La société s'est officiellement arrangée avec cinq banques privées et continue à négocier avec les autres banques, notamment publiques, concernées pour le traitement de ses engagements.

Un conseil interministériel s'est tenu le 8 octobre 2012 pour étudier la situation de la STIP et a recommandé certaines actions visant le financement des achats de matières premières à temps et l'établissement d'un business plan qui adopte le principe de l'augmentation du capital par un investisseur stratégique qui garantit la continuité de l'activité.

Deux réunions ont été également tenues, le 7 janvier 2013 et le 13 février 2013, au siège de la Direction Générale de la Privatisation, en présence de représentants des deux banques publiques concernées par l'opération d'assainissement financier proposée par la STIP.

Les graves problèmes menaçant la survie de la société ont été, par ailleurs, au centre d'une visite effectuée par le ministre de l'Industrie, en juillet 2013, à l'usine de M'saken, au cours de laquelle le ministre a affirmé la nécessité, pour la société, d'élaborer un plan de redressement sincère intégrant à la fois son développement industriel et sa restructuration financière tout en exprimant, en contrepartie, l'engagement de son département à la soutenir.

Faute de concrétisation de la restructuration financière de la société, des doutes importants continuent à peser sur la capacité de la société à poursuivre son activité. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs pourrait s'avérer inappropriée.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que la STIP sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

Unité monétaire

Les états financiers intermédiaires sont établis en dinar Tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangère ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement au résultat conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisation effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	33%
Matériel de transport	20%
Matériel informatique	15%
Installations, Agencements et Aménagements des constructions	10%
Matériel et outillage industriel	10%
Know How	10%
Mobilier et matériel de bureau	10%
Fonds de commerce	5%
Constructions	5%

La société a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT, inscrite parmi les capitaux propres. Les VCN des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux
Matériels et outillages industriels	20%
Constructions	2,5% à 5%

Stocks

Les stocks sont composés des stocks de matières premières, de matières consommables, de pièces de rechanges, de produits en cours et de produits finis.

Les stocks de matières premières, de matières consommables, de produits en cours et de produits finis sont valorisés conformément au paragraphe 43 de la norme comptable NC 04 relative aux stocks, au coût d'achat ou au coût de production déterminé sur la base de coûts standards calculés au début de l'année sur la base des prévisions budgétaires et ce dans la mesure où le coût global standard des stocks ne s'écarte pas de manière significative au coût global réel des stocks pendant la période considérée.

Le coût réel est systématiquement calculé, en fin de période, puis comparé au coût standard au titre des périodes caractérisées par des hausses inattendues des prix des matières et/ou des cours de change ou des évolutions anormales des autres coûts de production. Durant ces périodes, l'appréciation du caractère significatif ou non de l'écart résultant de la comparaison entre les deux coûts (réel et standard) détermine lequel des deux coûts servirait à la valorisation des dits stocks.

Le coût réel d'achat ou de production des stocks comprend :

- Pour les stocks de matières premières et de matières consommables, le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables par la société, ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport de réception et autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés,
- Pour les stocks d'en cours de production et de produits finis, le coût d'achat des matières consommées dans la production et une juste part des coûts directs et indirects de production pouvant être raisonnablement rattachée à la production. Lorsque le niveau réel de production est inférieur à la capacité normale de production, les frais généraux fixes de production tels que les charges d'amortissement des bâtiments et équipements industriels et les frais de gestion et d'administration de la production sont imputés au coût de production à hauteur du niveau réel de production à la capacité normale de production (la méthode de l'imputation rationnelle).

Le stock de pièces de rechange est valorisé au coût réel d'achat en utilisant la méthode du coût moyen pondéré après chaque entrée.

En matière de provision sur stocks de produits finis, il est procédé, pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles), dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production, à la constitution d'une provision pour dépréciation égale à la différence.

Emprunts

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

III. NOTES EXPLICATIVES DU BILAN, DE L'ETAT DE RESULTAT ET DE L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

III.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles nettes s'élèvent au 30/06/2013 à 19 794 924 DT. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Valeurs brutes				Amortissements				VCN	
	31/12/2012	Acquisitions	Transferts	Cessions & MR	30/06/2013	31/12/2012	Dotations	Cessions & MR		30/06/2013
<i>Immo. Incorporelles</i>										
-Know How	7 004 062	2 940	-	-	7 007 003	(6 520 341)	(241 860)	-	(6 762 202)	244 801
-Logiciels	646 347	-	-	-	646 347	(609 873)	(10 473)	-	(620 346)	26 001
-Fonds commercial	762 697	-	-	-	762 697	(610 158)	(19 067)	-	(629 225)	133 472
-En cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total (I)	8 413 106	2 940	-	-	8 416 047	(7 740 372)	(271 401)	-	(8 011 773)	404 274
<i>Immo. Corporelles</i>										
-Terrains	1 368 098	-	-	-	1 368 098	-	-	-	-	1 368 098
-Constructions	24 892 371	-	-	-	24 892 371	(15 555 386)	(419 902)	-	(15 975 288)	8 917 083
-Constructions réévaluées	870 029	-	-	-	870 029	(571 211)	(7 160)	-	(578 371)	291 659
-Agencem -amén. des constructions	3 341 554	-	-	-	3 341 554	(2 983 081)	(58 312)	-	(3 041 393)	300 162
-Matériel & outillages industriels	101 455 869	409 075	169 788	-	102 034 732	(91 124 087)	(3 479 762)	-	(94 603 849)	7 430 883
-Matériel & outil. industriels réévalués	37 599 389	-	-	-	37 599 389	(37 599 389)	-	-	(37 599 389)	-
-Matériel de transport	1 805 706	161 750	-	(325 071)	1 642 384	(1 557 431)	(45 951)	325 071	(1 278 311)	364 073
-Matériel informatique	1 150 358	9 411	692	-	1 160 461	(1 045 240)	(12 800)	-	(1 058 040)	102 421
-Agencement-Amén. & Installations	1 062 747	24 756	10 746	-	1 098 250	(921 397)	(19 786)	-	(941 183)	157 067
-Equipement de bureau	442 784	3 547	-	-	446 332	(411 187)	(3 925)	-	(415 113)	31 219
-En cours	605 878	3 333	(181 226)	-	427 985	-	-	-	-	427 985
Sous-total (II)	174 594 785	611 873	-	(325 071)	174 881 586	(151 768 409)	(4 047 598)	325 071	(155 490 936)	19 390 650
Total (I+II)	183 007 891	614 813	-	(325 071)	183 297 633	(159 508 781)	(4 319 000)	325 071	(163 502 709)	19 794 924

III.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 30/06/2013 à 5 659 919 DT contre 5 682 781 DT au 31/12/2012. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Titres de participation SOMACOP	5 596 850	5 596 850	5 596 850
Titres de participation SMTP	4 508 355	4 508 355	4 508 355
Dépôts et cautionnements versés	428 965	426 656	426 868
Prêts au personnel	138 418	203 799	163 377
Total valeur brute	10 672 588	10 735 660	10 695 450
Provisions pour dépréciation des TP	(5 012 669)	(5 871 328)	(5 012 669)
Total valeur nette	5 659 919	4 864 332	5 682 781

III.3. STOCKS

Les stocks nets s'élèvent au 30/06/2013 à 28 033 206 DT contre 29 725 541 DT au 31/12/2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Matières premières	5 976 357	16 914 123	8 125 447
Produits finis	10 714 234	17 193 182	11 052 880
En-cours de productions de biens	3 575 768	3 240 144	3 037 957
Pièces de rechange et autres approvisionnements	8 600 838	8 666 548	8 574 599
Total valeur brute	28 867 196	46 013 997	30 790 882
Provision pour dépréciation des MP	(8 373)	(8 373)	-
Provision pour dépréciation des produits finis	(25 618)	(130 558)	(265 341)
Provisions pour dépréciation des PDR	(800 000)	(800 000)	(800 000)
Total valeur nette	28 033 206	45 075 066	29 725 541

III.4. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

La valeur nette des clients et comptes rattachés s'élève ainsi à 16 296 835 DT au 30/06/2013 contre 8 041 133 DT au 31/12/2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Clients locaux	3 637 910	4 408 525	-5 043 626
Clients locaux, effets à recevoir	-	71 543	-
Clients étrangers	12 630 645	15 915 758	12 641 773
Clients douteux	18 315 625	15 713 341	15 941 857
Total valeur brute	34 584 180	36 109 168	23 540 004
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(18 287 345)	(15 446 208)	(15 498 870)
Total valeur nette	16 296 835	20 662 960	8 041 133

III.5. AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur nette des autres actifs courants s'élève au 30/06/2013 à 11 767 372 DT contre 9 844 419 DT au 31/12/2012. Ces autres actifs courants se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Fournisseurs, avances et acomptes	2 749 204	2 371 366	1 270 643
Comptes de personnel actif	60 211	75 934	88 072
Etat, impôts/sociétés à reporter	3 809 901	3 198 346	3 348 094
TVA récupérable	295 332	15 676	157 428
Etat, TFP à reporter	494 128	554 211	467 666
Etat, avances en douanes	209 450	239 389	197 465
Etat, Rappel d'Impôts	364 315	364 315	364 315
Sociétés du groupe	4 518 986	4 096 895	4 599 566
Débiteurs divers	523	-	-
Charges constatées d'avance	371 993	298 969	325 866
Produits à recevoir	65 448	2 542	66 458
Total valeur brute	12 939 492	11 217 643	10 885 572
Provisions pour dépréciation des AAC	(1 172 120)	(870 773)	(1 041 154)
Total valeur nette	11 767 372	10 346 870	9 844 419

III.6. PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent au 30/06/2013 à 3 363 809 DT contre le même solde au 31/12/2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Régies d'avances & accreditifs (supérieur à 3 mois)	3 306 731	3 362 831	3 306 731
Blocages Saisies Arrêts	57 078	57 078	57 078
Provisions pour dépréciation des actifs financiers	-	(201 531)	-
Total	3 363 809	3 218 378	3 363 809

III.7. LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 30/06/2013 à 10 419 570 DT contre 15 948 724 DT au 31/12/2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Banques	677 891	443 699	348 770
Caisses	20 641	35 411	83 496
Chèques à l'encaissement	5 890 621	2 096 120	15 302 458
Effets à l'escompte	-	183 455	-
Régies d'avance & accréditifs (inférieur à 3 mois)	3 830 417	1 799 800	214 000
Total	10 419 570	4 558 485	15 948 724

III.8. CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres se présente comme suit :

Libellé	Capital social	Réserve légale	Réserve pour réinv exonéré	Réserve spéciale	Actions propres (*)	réserve de réévaluation	Subvention d'investissement	Résultats Reportés	Amortissements différés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2011	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 705 346	60 218	(38 848 223)	(78 900 020)	(14 560 736)	(107 222 754)
Affectation de résultat de l'exercice 2011 suivant la décision de l'AGO du 19/06/2012								(5 713 972)	(8 846 763)	14 560 736	-
Subventions d'invt inscrites au résultat							(7 131)				(7 131)
Résultat du 1er semestre 2012										(10 622 719)	(10 622 719)
Solde au 30 juin 2012	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 705 346	53 087	(44 562 195)	(87 746 784)	(10 622 719)	(117 852 604)
Subvention d'investissement reçue							25 000				25 000
Subventions d'invt inscrites au résultat							(8 381)				(8 381)
Résultat du 2ème semestre 2012										(8 688 832)	(8 688 832)
Solde au 31 décembre 2012	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 705 346	69 706	(44 562 195)	(87 746 784)	(19 311 551)	(126 524 817)
Affectation de résultat de l'exercice 2012 suivant la décision de l'AGO du 21/06/2013								(10 705 320)	(8 606 231)	19 311 551	-
Subventions d'invt inscrites au résultat							(8 381)				(8 381)
Résultat du 1er semestre 2013										(8 186 774)	(8 186 774)
Solde au 30 juin 2013	12 623 472	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 705 346	61 325	(55 267 515)	(96 353 015)	(8 186 774)	(134 719 972)

(*) Les actions propres détenues par la société, suite à la décision de son AGO du 19 mars 2002, correspondent à 32 850 actions représentant 0.78% du total des actions en circulation.

III.9. EMPRUNTS

Les emprunts s'élevaient au 30/06/2013 à 35 775 211 DT contre un solde de 38 828 760 DT au 31/12/2012. Le détail des emprunts (échéances à plus d'un an, échéances à moins d'un an et échéances impayées) se présente comme suit :

Bailleurs de fonds	Durée	Franchise	Solde au 30/06/2013			Total
			à + d'un an	à - d'un an	échus impayés	
<u>CREDITS NON RENEGOCIES</u>						
STB Crédit : 2.063.027,120	15 ans	3 ans	515 757	171 919	1 375 351	2 063 027
STB Crédit : 2.372 171,477	15 ans	3 ans	642 463	197 681	1 532 027	2 372 171
STB Crédit : 3.358.906,778	15 ans	3 ans	839 727	279 909	2 239 271	3 358 907
STB Crédit : 1 205 894,625	15 ans	2 ans	351 719	100 491	753 684	1 205 895
STB Crédit : 2.372 546,236	15 ans	2 ans	638 762	182 504	1 505 654	2 372 920
STB Crédit : 2.627 453,764	15 ans	2 ans	707 391	202 112	1 667 423	2 576 926
STB Crédit : 5.000 000,000	7 ans	-	-	-	3 928 571	3 928 571
BFT Crédit : 3 000 000,000	7 ans	2 ans	-	-	3 000 000	3 000 000
BNA Crédit : 8 424 000,000	7 ans	2 ans	-	-	8 424 000	8 424 000
BNA Crédit : 1 576.000,000	7 ans		-	-	1 576 000	1 576 000
BNA Crédit : 4 410 000,000	18 mois		-	-	3 589 365	3 589 365
BIAT Crédit : 2 500 000,000	7 ans	2 ans	-	-	2 500 000	2 500 000
BH Crédit : 247 000,000	10 ans		44 427	40 963	9 732	95 122
AIL Crédit leasing 1	3 ans		19 732	13 403	-	33 135
AIL Crédit leasing 2	3 ans		93 443	50 677	-	144 120
<u>CREDITS RENEGOCIES</u>						
ATTIJARI 3 398 135 (Tranche à remboursement fractionné)	5 ans		1 524 694	454 790	-	1 979 483
ATTIJARI 2 912 687 (Tranche à remboursement in fine)	In fine		2 912 687	-	-	2 912 687
ATTIJARI 3 398 135 (Tranche soumise à abandon conditionné)			3 765 624	-	-	3 765 624
Amen Bank 7 035 000 (Tranche à remboursement fractionné)	10 ans	3 ans	7 035 000	-	-	7 035 000
Amen Bank 4 700 000 (Tranche à remboursement fractionné sans intérêts)	3 ans		783 333	1 566 667	130 556	2 480 556
Amen Bank 4 180 787 (Tranche soumise à abandon conditionné)			4 180 787	-	-	4 180 787
BTK 6 000 000 (Tranche à remboursement fractionné)	4 ans	6 mois	2 428 575	1 714 284	142 857	4 285 716
BTK 892 393,392 (Tranche à remboursement fractionné sans intérêts)	4 ans	6 mois	361 218	254 964	21 247	637 429
BTK 3 000 000 (Tranche soumise à abandon conditionné)			3 000 000	-	-	3 000 000
UIB 2 120 000 (Tranche à remboursement fractionné)	2 ans		460 870	1 106 087	92 174	1 659 130
UIB 3 180 000 (Tranche à remboursement fractionné sans intérêts)	3 ans		3 180 000	-	-	3 180 000
UIB 2 289 000 (Tranche soumise à abandon conditionné)			2 289 000	-	-	2 289 000
Total			35 775 211	6 336 450	32 487 912	74 599 573

III.10. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants s'élèvent au 30/06/2013 à 847 339 DT contre 971 313 DT au 31/12/2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Emprunts et dette Assortis C.P Etat (*)	844 649	844 649	844 649
Dépôts et cautionnements reçus	2 690	-	126 663
Total	847 339	844 649	971 313

(*) Il s'agit d'une avance accordée par l'Etat Tunisien depuis les premières années d'activité de la STIP et qui provient d'un don Italien.

III.11. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 30/06/2013 à 1 132 827 DT contre 1 065 765 DT au 31/12/2012. Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Provisions pour risques douaniers (*)	882 420	-	882 420
Autres provisions pour risques et charges	250 407	319 353	183 345
Total	1 132 827	319 353	1 065 765

(*) Cf note V. Eventualités

III.12. LES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 7 499 901 DT au 30/06/2013 contre 8 373 396 DT au 31/12/2012. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
Fournisseurs locaux	2 674 669	2 513 529	2 623 523
Fournisseurs étrangers	1 548 196	1 732 062	1 898 608
Fournisseurs locaux, effets à payer	443 326	554 085	987 086
Fournisseurs locaux, retenues de garantie	791	791	791
Fournisseurs, factures non parvenues	2 442 596	9 620 242	2 473 066
<i>Total des fournisseurs d'exploitation</i>	7 109 578	14 420 709	7 983 073
<i>Fournisseurs d'immobilisations</i>			
Fournisseurs locaux	118 994	118 994	118 994
Fournisseurs étrangers	25 555	25 555	25 555
Fournisseurs locaux, retenues de garantie	245 775	234 338	245 775
Fournisseurs, factures non parvenues	-	238 563	-
<i>Total des fournisseurs d'immobilisations</i>	390 324	617 450	390 324
Total	7 499 901	15 038 159	8 373 396

III.13. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants s'élevaient au 30/06/2013 à 34 596 270 DT contre 33 726 913 DT au 31/12/2012. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Clients, R.R.R. à accorder	7 921 475	7 240 906	9 841 437
Ristournes à rembourser à MAAP	1 473 626	1 386 385	1 411 025
Fonds social	1 474 175	1 417 948	1 292 428
Personnel	2 789 692	2 539 825	2 809 553
Etat, impôts et taxes	13 614 403	7 071 051	10 070 620
Sociétés du groupe	-	51 356	10 173
Associés, dividendes à payer	725 464	796 747	725 464
Caisse Nationale de Sécurité Sociale	4 688 466	3 821 950	5 044 942
Administrateurs, tantièmes à payer	94 462	94 462	94 462
Administrateurs, jetons de présence à payer	184 390	186 765	176 140
Produits constatés d'avance	1 629 985	145 882	2 250 536
Autres créditeurs	132	132	132
Provision courante pour risques & charges	-	2 025	-
Total	34 596 270	24 755 434	33 726 913

III.14. CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élevaient au 30/06/2013 à 150 204 057 DT contre 139 664 187 DT au 31/12/2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Solde au 30/06/2013	Solde au 30/06/2012	Solde au 31/12/2012
Échéances à moins d'un an sur emprunts	6 336 450	6 126 952	6 271 296
Échéances impayées	32 487 912	35 260 364	31 533 384
Emprunts courants	36 024 074	47 577 558	35 718 696
Intérêts courus	29 143 785	25 455 455	24 379 340
Banques (soldes débiteurs)	46 211 836	43 576 198	41 761 470
Total	150 204 057	157 996 527	139 664 187

Les échéances à moins d'un an ainsi que les échéances impayées sur emprunts sont détaillées, par bailleur de fonds, au niveau de la note III.9. Emprunts et dettes assimilées.

III.15. REVENUS

Les revenus réalisés au cours du premier semestre 2013 s'élèvent à 47 629 669 DT contre 46 399 579 DT réalisés au cours du premier semestre 2012. Les revenus se détaillent comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de 12
	30/06/2013	30/06/2012	mois clos le
			31/12/2012
Ventes locales des produits finis	27 354 673	24 349 687	66 682 546
Ventes locales des produits intermédiaires	195 206	306 544	539 317
Ristournes sur ventes locales	(1 393 953)	(1 492 671)	(6 334 797)
Total ventes locales	26 155 927	23 163 560	60 887 066
Ventes à l'export des produits finis	21 473 742	23 417 469	37 980 793
Ristournes sur ventes à l'export	-	(181 450)	(329 457)
Total ventes à l'export	21 473 742	23 236 019	37 651 336
Total	47 629 669	46 399 579	98 538 402

III.16. LES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation réalisés au cours du premier semestre 2013 s'élèvent à 137 378 DT contre 125 115 DT réalisés au cours du premier semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de 12
	30/06/2013	30/06/2012	mois clos le
			31/12/2012
Revenus des immeubles	35 314	34 775	70 089
Ventes des déchets	74 373	67 177	140 678
Quote-part Subvention d'invest inscrite au résultat	8 381	7 131	15 512
Autres produits d'exploitation	19 311	16 032	27 756
Total	137 378	125 115	254 034

III.17. ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les achats d'approvisionnement consommés au cours du premier semestre 2013 s'élèvent à 30 823 721 DT contre 33 992 227 DT au cours du premier semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Achats de matières premières et fournitures liées	23 765 740	31 779 026	55 701 941
Achats d'autres approvisionnements	3 021 468	3 132 519	6 114 053
Achats non stockés de matières et fournitures	2 213 110	2 091 685	4 406 856
Variation de stocks de matières premières et fournitures	1 849 643	(2 916 259)	130 789
Variation de stocks des autres approvisionnements	(26 239)	(94 744)	(2 795)
Total	30 823 721	33 992 227	66 350 843

III.18. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel au cours du premier semestre 2013 s'élèvent à 11 517 393 DT contre 10 385 949 DT au cours du premier semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois clos le
	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Salaires et primes	9 052 608	8 135 574	17 174 586
Charges sociales	2 169 386	1 971 020	4 135 310
Cotisations au fonds social	45 923	58 028	220 808
Frais de cantine	234 620	211 335	373 370
Médecine de travail	14 856	9 991	20 841
Total	11 517 393	10 385 949	21 924 915

III.19. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions du premier semestre 2013 s'élèvent à 4 887 061 DT contre 3 968 493 DT encourus au cours du premier semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de
	30/06/2013	30/06/2012	12 mois clos le
			31/12/2012
Dotations aux amortissements des immobilisations	4 319 000	4 354 331	8 644 366
Dotations aux provisions pour risques et charges	67 062	10 389	966 816
Dotations aux provisions des autres actifs courants	130 966	54 629	234 509
Dotations aux provisions des comptes clients	674 984	2 461 661	2 480 161
Dotations aux provisions des stocks	33 991	130 558	442 116
Reprises sur provisions pour risques et charges	-	(2 817 500)	(2 819 525)
Reprises sur provisions des titres de participation	-	-	(1 060 190)
Reprises sur provisions des créances	(73 601)	(80 902)	(266 255)
Reprises sur provisions des stocks	(265 341)	(144 674)	(329 823)
Total	4 887 061	3 968 493	8 292 177

III.20. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation au cours du premier semestre 2013 s'élèvent à 1 922 978 DT contre 1 827 298 DT au cours premier semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de
	30/06/2013	30/06/2012	12 mois clos le
			31/12/2012
Primes d'assurances	657 503	476 500	777 169
Frais et commissions bancaires	480 931	407 573	1 037 007
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	207 056	150 276	454 657
Frais de transport sur ventes	172 800	302 073	455 203
Impôts et taxes	139 850	106 158	319 243
Missions et réceptions	56 248	44 153	73 881
Charges locatives	52 479	51 887	103 772
Frais postaux et de télécommunication	52 466	51 735	106 385
Publicités, publications et relations publiques	45 812	32 655	113 003
Entretiens et réparations	25 214	129 596	251 129
Gardiennage	5 157	36 877	38 335
Autres charges diverses ordinaires	27 462	37 817	48 166
Total	1 922 978	1 827 298	3 777 948

III.21. CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes encourues au premier semestre 2013 s'élèvent à 7 118 209 DT contre 6 685 460 DT encourues au premier semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de 12
	30/06/2013	30/06/2012	mois clos le
			31/12/2012
Intérêts des comptes courants bancaires	1 795 860	1 663 730	3 099 699
Intérêts de retard de paiement	2 789 358	2 725 838	5 026 929
Intérêts sur emprunts non courants	1 273 406	632 477	1 278 886
Intérêts sur crédits d'exploitation (Achats de MP)	566 044	815 889	1 204 961
Intérêts sur escomptes des effets recevoir	145 859	90 058	199 910
Intérêts sur financement des exportations	431 641	61 638	275 010
Intérêts sur crédits de financement des stocks	25 181	(6 810)	4 444
Autres intérêts et pénalités	340 897	145 620	380 627
Intérêts créditeurs des comptes courants bancaires	(148 129)	(130 508)	(262 944)
Pertes et gains de change non réalisés	(182 896)	190 441	(302 518)
Pertes et gains de change réalisés	80 988	497 087	874 630
Total	7 118 209	6 685 460	11 779 635

III.22. AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires réalisés au cours du premier semestre 2013 s'élèvent à 149 091 DT contre 2 351 DT au cours premier semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de 12
	30/06/2013	30/06/2012	mois clos le
			31/12/2012
Produits nets sur cessions d'immobilisations	131 194	-	-
Gains sur abandons de dettes bancaires	-	-	368 948
Autres gains ordinaires	17 897	2 351	6 450
Total	149 091	2 351	375 398

III.23. AUTRES PERTES ORDINAIRES

Les autres pertes ordinaires réalisées au cours du 1er semestre 2013 présente un solde nul contre 18 551 au cours du 1er semestre 2012. Le détail se présente comme suit :

Libellé	Période de 6 mois close le		Exercice de 12 mois
	30/06/2013	30/06/2012	clos le
			31/12/2012
Charges nettes sur cession d'immobilisations	-	-	131
Autres pertes sur éléments non récurrents ou	-	18 551	26 857

exceptionnels

Total	-	18 551	26 988
--------------	---	---------------	---------------

III.24. TRESORERIES DE DEBUT ET DE FIN DE PERIODE

La trésorerie nette à la date du 30/06/2013 s'élève à (35 792 266) DT contre (25 812 746) DT au 31/12/2012. Le détail de la trésorerie se présente comme suit :

Désignation	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Liquidités en banques	677 891	443 699	348 770
Espèces en caisses	20 641	35 411	83 496
Chèques à l'encaissement	5 890 621	2 096 120	15 302 458
Effets à l'escompte	-	183 455	-
Régies d'avance et accréditifs (inférieurs à 3 mois)	3 830 417	1 799 800	214 000
Provisions pour dépréciation des actifs financiers	-	201 531	-
Découverts bancaires	(46 211 836)	(43 576 198)	(41 761 470)
Total	(35 792 266)	(38 816 182)	(25 812 746)

IV. ENGAGEMENTS HORS BILAN

1- Engagements financiers

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprises liées	Associés	Provisions
1- Engagements donnés - a) Garanties réelles • Hypothèques Hypothèque de 1 ^{er} rang et en pari passu sur la propriété sise à la zone de Ksar Saïd Hypothèque de 1 ^{er} rang et en pari passu sur la propriété sise à Ezzaïet Hypothèque de 1 ^{er} rang et en pari passu sur la propriété sise à Tunis (Siège social)		BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB ATB, UBCI		BTK, STB et Attijari B BTK, STB et Attijari B Attijari B	
• Nantissements Nantissement en rang utile en pari passu sur les fonds de commerce sis à Ezzaïet et à Menzel Bourguiba (Y compris les matériels et outillages) b) Effets escomptés et non échus	4 357 956	BFT, ATB, UBCI, AMEN BANK, BIAT et UIB ATB, BNA et BH		BTK, STB et Attijari B	
TOTAL	4 357 956				

2 - Engagements reçus				
a) garanties personnelles				
• Cautions personnelles	11 100 000			
Cautions accordées par un client	1 000 000	SPG		
Cautions accordées par un client	1 500 000	SPG		
Cautions accordées par un client	3 000 000	SPG		
Cautions accordées par un client	2 000 000	STPCI		
Cautions accordées par un client	1 200 000	SOCOP		(2 087 927)
Cautions accordées par un client	400 000	Gros Pneus		
Cautions accordées par un client	1 000 000	CSPD		
Cautions accordées par un client	1 000 000	SNP		(6 151 264)
• Cautions bancaires	200 000			
Cautions accordées par un client	200 000	Sté JOMAA		
b) Garanties réelles				
• Hypothèques	4 400 000			
Hypothèque sur titre foncier n° 39984 (1 ^{er} rang)	200 000	JOMAA ET CIE		
Hypothèque sur titre foncier n° 48957 (1 ^{er} rang)	50 000	JOMAA ET CIE		
Hypothèque sur titre foncier n° 75959 (1 ^{er} rang)	800 000	JOMAA ET CIE		
Hypothèque sur titre foncier n° 34391 (vente en cours)	500 000	SOCOP		(2 087 927)
Hypothèque sur titre foncier n° 19282 (affaire en cours)	300 000	SOCOP		(2 087 927)
Hypothèque sur titre foncier n° 49059	150 000	SPE		

Hypothèque 1 ^{er} rang (Zone industrielle Charguia)	1 700 000	STPCM			(1 886 092)
Hypothèque sur titre foncier n° 90475	700 000	SNP			(6 151 264)
• Nantissements	2 868 811				
Contrat de nantissement sur 4 fonds de commerce	1 246 000	JOMAA ET CIE			
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	922 811	JOMAA ET CIE			
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	300 000	SPE			
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	400 000	STPCM			(1 886 092)
TOTAL	18 568 811				
3 - Engagements réciproques					
• Cautions bancaires au profit de la douane	16 298 558	BNA, BH, BIAT, BFT, UIB, BT, UBCI			
TOTAL	16 298 558				

2- Dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti
• Emprunts d'investissement	74 422 317
AMEN BANK	13 696 343
BFT	3 000 000
BH	95 122
BIAT	2 500 000
BNA	13 589 365
Attijari BANK	8 657 794
BTK	7 923 145
STB	17 832 418
UIB	7 128 130

V. Eventualités

1- La douane réclame à la STIP, au titre de la régularisation des importations réalisées sous le régime de l'entrepôt industriel par le dépôt des déclarations relatives à l'exportation ou à la mise à la consommation, le paiement de la somme, hors abattements ou exonérations et hors pénalités, de 7.593.250 DT correspondant à des droits de douane, à une TVA due à l'importation (récupérable) et à d'autres impôts et taxes pour respectivement 2.695.200 DT, 4.505.435 DT et 392.615 DT. La STIP a officiellement demandé, en date du 26 mars 2013, de conclure un arrangement transactionnel avec l'administration des douanes conformément aux dispositions de l'article 220 du code des douanes. Elle a également obtenu, en date du 19 février 2013, un accord formel de la douane pour bénéficier des abattements ou exonérations douanières accordés en application des conventions de libre échange conclues entre la Tunisie et certains de ses partenaires commerciaux et ce dans le cadre de la transaction envisagée. Il est actuellement impossible d'anticiper l'issue définitive de ce dossier et de ce fait la provision pour risque constituée à cet effet a été limitée à la somme de 882.420 DT calculée compte non tenu des droits de douane ci-dessus visés et par référence à un taux transactionnel de pénalités de 10%. Cette provision peut s'avérer insuffisante notamment en cas de non concrétisation effective de la transaction envisagée avec l'administration des douanes.

2- La relation entre la STIP et ses salariés est régie par la convention interne d'établissement de la STIP. L'article 57 de cette convention prévoit ce que tout agent partant à la retraite bénéficie d'une indemnité de départ à la retraite.

Ainsi, en vertu de cet article, la société est redevable à son personnel partant d'indemnités de départ à la retraite et par conséquent, elle encourt à ce sujet un passif éventuel. Toutefois, ce passif n'a pas pu être mesuré de façon fiable puisque son estimation est tributaire de plusieurs paramètres aléatoires (taux de rotation du personnel, taux des départs anticipés à la retraite, table de mortalité, taux d'actualisation,...) et justifiait, en conséquence, qu'une information dans les notes soit fournie conformément au paragraphe 18 de la norme NC 14 relative aux éventualités et aux événements postérieurs à la date de clôture.

3- Dans le cadre de la privatisation de la société par ouverture de son capital à des investisseurs stratégiques, la confrontation entre les engagements comptabilisés par la STIP jusqu'au 30 juin 2010 et ceux arrêtés, à la même date, par certaines banques ayant confirmé les dits engagements dans le cadre de la privatisation qui était envisagée par ouverture du capital à des investisseurs stratégiques mais n'ayant pas conclu des arrangements avec la STIP a permis de relever des écarts entre ceux pris en compte en comptabilité et ceux inscrits sur les livres de ces banques au titre des intérêts et des engagements par signature pour respectivement 219 000 DT et -1.326 000 DT. Ces écarts, qui peuvent avoir un impact sur les états financiers au 30 juin 2013, n'ont pu être actualisés en l'absence de confirmations plus récentes des engagements de la STIP envers le secteur bancaire.

VI. Note sur les événements postérieurs

Ces états financiers ont été arrêtés et autorisés par le conseil d'administration pour la publication en date du 26 septembre 2013. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.